

# *la nouvelle* **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 22 - 1 FRANC - 29-9-1971

## **Conférence Pompidou : DU VENT !**

Pour sa cinquième conférence de presse, M. Pompidou a battu tous les records de durée : une heure trois quarts. Il a réussi en même temps à dire encore moins de choses que d'habitude, ce qui constitue un véritable tour de force ! Comme l'explique B. Renouvin page 3, on reconnaît là le professeur de sciences-po, spécialiste en brassage de vent. Un professeur de sciences-po qui aurait trop lu Pierre Dac ! Entre autres exemples du style présidentiel, citons cette formule ahurissante au sujet de la hausse des prix : « ... nous ne pouvons pas imaginer arrêter purement et simplement la hausse des prix : l'objectif c'est de modifier la courbe, c'est de l'infléchir vers le bas, et c'est en quelque sorte de casser la tendance ; je pense que nous pouvons casser la tendance et si nous y arrivons, eh bien ! finalement, la partie sera gagnée. » Bref, vive la hausse avec une tendance à la baisse !

Est-ce par fumisterie que le Président s'est montré si médiocre ? Ce n'est pas la seule ni même la principale raison. En fait, cette conférence est essentiellement un discours pré-électoral : il s'agissait de donner au public l'image d'un homme solide, maîtrisant tous

les problèmes en apparence et en même temps de lancer avec un temps d'avance sur l'opposition la campagne pour les législatives. Dans cette perspective, il n'est pas question de faire de vagues, ni surtout de relâcher le contrôle de l'Etat sur le citoyen-veutant. Ce qui explique l'agacement de Pompidou dès qu'on lui a parlé de régionalisation : se métamorphosant en Pompiroquette, il a esquivé la question. Quand aux scandales finances qui risquent de ternir l'image de marque de la majorité, ils ont provoqué un plaidoyer pro-domo hargneux accompagné d'une manœuvre d'une inélégance rare qui a consisté à accabler un de ses anciens collaborateurs trop maladroit et à le jeter en pâture à l'opposition... histoire de couvrir des responsables plus hauts placés. Le maquignon cantalou cherchant à fourguer une de ses bêtes atteintes de fièvre aphteuse, ressort. Bref, le chevillard de l'Elysée se montre égal à tous les chefs de partis démocrates : garder la place... et tant pis pour les problèmes fondamentaux de la société française, de l'environnement à l'éducation.

N.A.F.

# Marchais-Chirac

## Une soirée à l'O.R.T.F.

Il y avait du beau monde l'autre soir à l'O.R.T.F. pour admirer les deux protagonistes qui s'affrontaient à « Armes Egales ». Louis Aragon, Paul Laurent et tout un lot de dirigeants du parti étaient venus en supporters ardents et parfois bruyants de leur secrétaire général adjoint, Georges Marchais. Tout à côté, autour de René Tomasini et de l'ancien ministre Jeanneney, les amis de Jacques Chirac se montraient plus discrets. La S.O.F.R.E.S. avait voulu que, représentant de la N.A.F., je sois perdu au milieu de ces deux mondes étrangers avec onze autres représentants de « l'opinion » invités à poser leurs questions aux candidats.

Bien que le temps ne m'ait pas permis d'interroger M. Marchais sur les relations que le P.C. entretient avec les monopoles capitalistes et sur les problèmes stratégiques que lui posent ces relations, je n'ai pas regretté ma soirée. Le champagne et les petits fours de l'O.R.T.F. ne sont pas à dédaigner et je garde une riche provision d'images de ces deux mondes qu'un buffet commun ne parvenait pas à réunir.

Pour le débat, avant que ne commencent les choses sérieuses, il ne fallait pas s'attendre à monts et merveilles. Les thèses réciproques étaient à l'avance connues. Ce que l'on venait voir et entendre, c'était une joute oratoire. Pour ma part, je serai tenté de donner l'avantage à Chirac pour son aisance et la façon dont il sut mettre en difficulté un Marchais qui ne lui tenait tête que grâce à un tempérament militant qui masquait ses lacunes.

Si forte que soit mon opposition à ce que Marchais représentait, il m'était pourtant impossible de prendre parti pour Chirac,

c'est-à-dire de sympathiser entièrement avec celui qui, pour un soir, avait pour mission de pourfendre l'hydre totalitaire. Chirac avait beau dénoncer les principes du léninisme, il n'en restait pas moins l'homme du système en place. Aurais-je été tenté de l'approuver, ses propos se chargeaient aussitôt de rappeler que cet anticommuniste était surtout démocrate et libéral. Un libéral qui ne trouvait rien à redire aux critiques de fond que faisait le marxiste à propos de la crise monétaire internationale. Ce fut d'ailleurs le seul moment où l'ancien ouvrier se montra supérieur au technocrate qui se tint coi.

Pour l'essentiel, la joute oratoire avait un but assez simple. Alain Duhamel le rappela en présentant l'émission comme le départ de la campagne des législatives. Il s'agissait, pour le ministre et le communiste, de présenter leur marchandise électorale. Pour Chirac, c'était simple. Depuis 1958 la France est si bien gérée que seul le Japon connaît un taux d'expansion supérieur au sien. Il suffit donc de comparer ces résultats à ceux obtenus par les pays communistes pour faire son choix. Par ailleurs, nous Français au moins bénéficions des libertés « démocratiques ». Si le parti communiste arrivait au pouvoir, nous les perdriions. « Prenons garde qu'au printemps de Paris ne succède l'été de Prague. »

Alors, rugissait Marchais, pourquoi les travailleurs sont-ils si mécontents ? Pourquoi, selon le sondage de la S.O.F.R.E.S., une majorité de Français reconnaît-elle au P.C. ce mérite de défendre la justice sociale plus que l'U.D.R. ? Vous dotez de quarante ans avec vos histoires de l'homme au couteau entre les dents. Le parti joue le jeu de la démocratie et il en remonte sur ce point à l'U.D.R. dont le fonctionnement interne n'a rien de démocratique et qui, d'autre part, ne veut pas entendre parler de la seule formule électorale qui soit juste, la proportionnelle.

À vrai dire, ces propos étaient assez réjouissants. M. Chirac, s'esclaffant d'entendre un léniniste lui faire des leçons de démocratie, ne répondait pas aux questions posées. Ou plutôt il répondait en attaquant le « centralisme démocratique », mais du coup il se dérobait.

Du moins ses contre-attaques permettaient-elles que Marchais soit à son tour en position de défense, ce qui le gênait pour faire son numéro de charme, et donner aux Français l'image que le parti communiste entend maintenant donner de lui-même. Cette image, le film présenté au début de l'émission par le secrétaire général adjoint, l'avait évoquée non d'ailleurs sans talent. Toute la

France se retrouvait grâce au petit écran à la fête de l'Huma pour célébrer la fraternité, la liberté et la jeunesse, en même temps qu'un certain bonheur de vivre. Un bonheur de vivre chanté par Jean Ferrat dans une finale poétique où les paysages de nos provinces et les vieilles rues de nos cités rayonnaient la beauté de la France.

On était loin de Staline et de Prague. Le patriotisme charnel, tout comme la nécessité de défendre nos intérêts contre les technocrates de la petite Europe, apparaissaient comme les caractéristiques premières du « parti des travailleurs ».

Les communistes réussissent-ils à imposer aux Français cette image de marque ? Il est certain que déjà ils ont marqué des points. Ils sont aidés, il est vrai, par un certain enracinement dans un petit peuple amoureux de l'ordre et naturellement patriote.

Il n'en reste pas moins que derrière cela, il y a les réalités présentes et à venir, sans parler de celles du passé. Les réalités présentes, ce sont les caractères d'un parti à la fois participant et étranger au système en place. Participant puisqu'en définitive il assume le rôle d'opposant efficace et légal au régime gaulliste dans le cadre institutionnel, surtout sur le terrain social. Etranger dans la mesure où il constitue une société à part, possédant ses propres rites, ses dogmes. Participant et étranger, il se profile comme gestionnaire possible d'un système qu'il pourrait faire évoluer sans trop de casse jusqu'à un socialisme bureaucratique.

Gérard LECLERC.

## C. R. U.

**Congrès Royaliste Universitaire.**

**En vue de la préparation du C.R.U., une permanence se tiendra le mardi et le jeudi, de 16 à 20 heures. Adresser toute correspondance au Secrétariat National Universitaire de la N.A.F. (mention C.R.U.), 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1<sup>er</sup>).**

la nouvelle  
**ACTION FRANÇAISE**

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,  
Paris - 1<sup>er</sup> - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.  
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :  
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse  
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10<sup>e</sup>

## Conférence Pompidou

# Une réserve inépuisable de médiocrité

Du temps qu'il était maître de conférences à « Sciences Po », Georges Pompidou, aux yeux de ses collègues, passait pour le plus drôle des membres du corps enseignant mais aussi pour le moins travailleur.

Depuis qu'il est à la tête de l'Etat, on peut se demander si l'humour du président Pompidou ne s'exerce pas au détriment de l'ensemble des Français, si, en d'autres termes, le président de la République ne se moque pas du monde.

Peut-être a-t-il été marqué par son passage rue Saint-Guillaume. Georges Pompidou possède, en effet, l'art de faire le tour d'un problème et la manière inimitable de noyer le poisson, de masquer son incompétence sur des formules brillantes, apparemment définitives, et qui, en réalité, ne signifient rien. Il n'y a peut-être pas d'autre méthode lorsqu'il s'agit, pour un chef d'Etat, de donner publiquement son opinion sur des événements politiques internationaux. Nous avons assez critiqué, à l'« Action Française », la « diplomatie sur la place publique » pour reprocher à Georges Pompidou ses déclarations précédentes au sujet de l'entrevue Brandt-Brejnev ou ses pétitions de principe quant au « Front commun européen ». Espérons simplement que le président de la République a conscience des dangers que recèle la politique allemande et que la crise monétaire lui a retiré toute illusion quant à la possibilité d'une union monétaire européenne. Attendons les actes plutôt que de juger sur de vagues déclarations.

Il y a, en revanche, des domaines où la médiocrité est sans excuse, surtout lorsque s'y ajoute la désinvolture. Il en est ainsi tout particulièrement pour la réforme régionale. Voilà un domaine où rien de sérieux n'a jamais été entrepris (et pour cause...) et où la révolte couve depuis trop longtemps pour qu'elle ne devienne pas ouverte et violente d'ici peu. Et que répond le président de la République ? Qu'il existe « deux textes de loi importants » qui permettront de « travailler un moment ». Autrement dit, on jette un os aux chiens pour qu'ils se tiennent tranquilles. Mais, poursuit le président, ce n'est pas tout : le gouvernement va adopter, prochainement, un projet « dit de réforme régionale » qui sera voté soit à la session d'octobre, soit à la prochaine « si nous n'avons pas le temps, si le Parlement n'a pas le temps ». Pensez ! un sujet aussi mineur, pas besoin de se casser la tête pour le faire figurer rapidement à l'ordre du jour. Quant au contenu du projet, inutile de s'apesantir puisque son intérêt majeur sera d'occuper les collectivités locales « pendant deux ou trois ans ». Jamais la question régionale n'avait été traitée avec autant de cynisme. On savait que Georges Pompidou

n'était pas favorable à la décentralisation. Du moins aurait-il pu, comme ses prédécesseurs, enterrer le problème sous des flots de déclarations enthousiastes et des tonnes de promesses mirifiques. Pas même. Pompidou s'en moque et ne se gêne pas pour le dire crûment. Cette déclaration sera lue avec l'attention qu'elle mérite par tous ceux qui en ont assez de la centralisation. Gageons qu'ils en tireront, comme on dit, toutes les conclusions qui s'imposent.

Les autres questions de politique intérieure n'ont pas été mieux traitées. La façon du président Pompidou masque le manque de sérieux dans la conception de l'action immédiate, le verbiage dissimule l'absence de tout projet à long terme. On gère la France au jour le jour en s'efforçant de croire que si tout ne va pas parfaitement bien, rien ne va vraiment mal. S'agit-il de l'inflation ? On ressort les méthodes les plus éculées, et qui n'auront pas plus d'effets que d'habitude. Qu'importe : du moins le président Pompidou a-t-il apporté une contribution fondamentale à la science économique en affirmant que l'objectif de la politique anti-inflationniste était de « casser la tendance » à la hausse ! Et la police ? Eh bien ! nous savons maintenant que la forme prise par le mécontentement policier est quelque chose qui « n'est pas admissible » et donc « ne sera pas admis ». Ferme propos qui évite d'aller au fond d'un problème qui est en réalité celui de l'Etat républicain. Restent les déclarations consacrées aux institutions de la V<sup>e</sup> République que les constitutionnalistes disséqueraient avec volupté. Pour M. Pompidou, il y a plusieurs majorités : d'une part la majorité présidentielle, celle qui l'a porté à la présidence, et, d'autre part, la majorité qui se dégage des élections législatives. Distinction que les disciples de Maurice

Jallut admettaient parfaitement. Mais là où M. Pompidou se trompe, c'est quand il se dit dégagé de la majorité législative et quand il affirme que les différences de nature qui peuvent exister entre les deux majorités sont aisément surmontables. Affirmations péremptives car, comme le montrait Maurice Jallut, que fera le président de la République s'il entre en conflit avec un Premier ministre issu d'une majorité législative différente de la majorité présidentielle ? La dissolution est une arme à double tranchant et le président ne peut contraindre le Premier ministre à démissionner. Problème insoluble puisque en démocratie l'élection fonde le pouvoir et que les deux pouvoirs sont issus de l'élection. Il ne restera donc plus au président qu'à se soumettre, à se démissionner ou à tenter l'aventure. Voilà qui est peu rassurant pour l'avenir de la V<sup>e</sup> République. Heureusement, comme l'a remarqué M. Pompidou, « la cohésion (de la majorité) est plus profitable que la division ». Donc, sauf événement imprévu, les élections de 1973 se passeront le mieux du monde. Pour le reste, les successeurs de M. Pompidou n'auront qu'à se débrouiller.

Georges Pompidou s'est en outre déclaré « pour le sport et pour une politique familiale ». Mais il ne vous a pas dit comment développer le sport et comment concilier pîlule et politique nataliste. Là encore le verbiage a masqué les véritables problèmes. Sur une seule question, celle du scandale financier, M. Pompidou s'est défendu farouchement. Mais sans aucune élégance. Il a voulu que chacun sache qu'il disposait à l'égard des calomnieurs d'une « réserve inépuisable de mépris ». Nous savons maintenant que M. Pompidou dispose, quant à lui, d'une réserve inépuisable de médiocrité.

Bertrand RENOUVIN.

### ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) .....

demeurant (rue) ..... n° .....

à (ville) ..... (département) .....

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de  
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :



## Rentrée scolaire

# L'autodestruction de l'enseignement démocratique

*Continuant sa série d'articles, Francis Bertin passe de la crise du lycée à l'analyse globale de la faillite de l'enseignement démocratique, et étudie la manière de mobiliser l'intelligence lycéenne contre cette entreprise de crétinisation.*

Comme il arrive souvent, nos critiques contre l'enseignement républicain, elles aussi, commencent à passer dans le domaine public, et si l'on met à part ceux qui visent à faire sauter tout cadre d'enseignement dans une perspective surréaliste et apocalyptique, on peut noter de tous bords une dénonciation de la conception artificielle et totalitaire de l'enseignement.

### UNE ENTREPRISE DE CRÉTINISATION

Les observateurs les plus lucides relient leurs critiques à celle d'une société découpée en tranches de vie fondées sur l'âge, et le seul critère quantitatif de la « rentabilité sociale ». Un enseignant remarquait dans le *Nouvel Observateur* qu'une « société qui encasernait sa jeunesse dans des écoles et ses vieillards dans les asiles est une société malade ». La vie active est limitée de vingt-cinq ans à la soixantaine. Pour ce qui est des « vieux », on les parque dans des hospices, dans des « appartements à vieillards » (si, ça existe !), on les abreuve de bonnes paroles et d'allocutions de misère. Qu'importe, ils ne produisent plus et sont trop âgés et surtout trop démoralisés par le sort abject qu'on leur réserve, pour réagir.

Les jeunes, eux, posent un problème plus ardu à nos démocrates. Il s'agit de les empêcher de penser. On va donc planifier l'enseignement et transformer tous les jeunes en « machine à apprendre », selon les normes démocratiques, en dehors de toute activité humaine. Et apprendre quoi ? Un savoir encyclopédique qui surmène la mémoire et atrophie les facultés de raisonnement, qui est dispensé sans que l'on tienne compte ni des traditions ni des répercussions des découvertes récentes. A l'heure où la synthèse des connaissances est devenue une nécessité impérieuse, on continue à fragmenter à tour de bras les disciplines dont une partie devient dépassée ou inutile. A la limite, le décalage entre connaissance scolaire et connaissance réelle devient infranchissable, malgré les recyclages fréquents des enseignants. Les langues vivantes, par exemple, sont apprises comme des langues mortes, et l'élève ainsi « instruit » peut à peine, au bout de sept à huit ans d'apprentissage, énoncer quelques phrases apprises par cœur (1). Il y a plus grave : l'enseignement est de plus en plus une machine de propagande idéologique. Ainsi la philo et l'histoire, falsifiées avec un cynisme rare, ne font plus que véhiculer les slogans à la mode. Dans un pays qui a un des plus riches patrimoines littéraires du monde, les programmes officiels ne retiennent de notre culture que Rousseau,

Sartre, Aragon et Robbe-Grillet. Ajoutons que l'allongement de la scolarité obligatoire pousse à son plus haut degré de perfection la technique de conditionnement.

### ENSEIGNANTS : TOUS DES ALIBORONS ?

Pour réaliser son entreprise de crétinisation, l'Etat démocratique a su se façonner un merveilleux instrument : le corps enseignant. Parlant des instituteurs, René Benjamin a pu employer l'expression « Aliborons et démocrates ». On serait de nos jours tenté, à première vue, de généraliser l'expression et de faire, à voir leur comportement, de tous les enseignants des ânes savants, qui, selon leurs diplômes, se distingueraient les uns des autres par la longueur de leurs oreilles, les agrégés ayant en l'occurrence de véritables éventails sur l'occiput. Un tel jugement, en fait, serait à la fois exact sur le plan descriptif, mais aurait le défaut d'imputer à l'enseignant en tant que tel, des malformations dues au système.

Le « magister » médiéval avait généralement une large expérience de la vie et un contact humain avec ses disciples : la « disputatio » entre élèves et professeurs date du XII<sup>e</sup> siècle et d'Abélard ; elle n'a pas grand chose à voir avec le « dialogue » truqué des professeurs-idéocrates de l'enseignement contemporain. Les Jésuites humanistes ou les Frères des Ecoles chrétiennes étaient au XVIII<sup>e</sup> siècle des éducateurs au plein sens du terme (même si on pouvait leur reprocher une tendance à faire vivre en serre chaude leurs élèves).

Rien de tel chez l'enseignant moderne : il passe sa vie en classe, use d'abord ses fonds de culotte sur les banes de la communale, du lycée, de l'Ecole Normale ou de l'Université, avant de continuer ce même exercice sur la chaire professorale. Dûment conditionné, il est à la fois un grand enfant ignorant de la vie mais jaloux de ses privilèges, un distributeur docile des idées reçues et un être doté d'un prestige artificiel. Ce prestige repose essentiellement sur le monopole de l'attribution du diplôme et sur le pouvoir de l'Etat tuteur de l'Université au sein duquel les enseignants constituent un groupe de pression efficace qui fait respecter le système mandarin. Cependant, depuis deux décennies, l'enseignant se sent mal dans sa peau. La démocratisation de l'enseignement a provoqué un gonflement des effectifs dans ce qui fut l'enseignement secondaire à dominante classique, et un nivellement par le bas, non seulement du niveau des études, mais aussi de celui des maîtres : on forme des licenciés au rabais, on transforme en professeurs des instituteurs, en instituteurs des bacheliers, etc. Les professeurs les plus âgés qui, malgré leurs oreilles, avaient reçu quand même dans les Facultés un reliquat de formation humaniste gréco-latine, sont écœurés

par la chute du niveau intellectuel. Les autres se rendent compte, malgré tout, qu'ils racontent n'importe quoi à des auditeurs qu'ils connaissent fort mal et qui souvent goûtent principalement dans le cours la phrase « Pliez vos affaires » le terminant. D'où ce paradoxe (apparent seulement) : la profession qui comporte le plus de jours de congé et un rythme de travail malgré tout très supportable, est aussi celle qui possède le plus de névrosés. Quand on est censé être le dispensateur de l'intelligence, on supporte mal d'être un ahuri ahurissant.

Devant ce champ de ruines, on ne peut s'empêcher d'évoquer Maurras qui, dans « L'Avenir de l'Intelligence », tenait le milieu universitaire pour le véritable prolétariat des temps modernes. Et cette constatation nous ramène à notre combat. Comment lutter contre l'avitilissement de l'intelligence ?

### NOTRE « CONTRE-RÉVOLUTION CULTURELLE »

Comment changer radicalement la condition de ce prolétariat moderne ? Avant tout, il nous faut reconquérir l'intelligence partout où elle se trouve prisonnière, et processus de décomposition est le plus avancé. Ce n'est pas un hasard si la « révolution culturelle » a pris naissance dans les lycées. A nous de capter le phénomène et de libérer les intelligences lycéennes en retournant contre les révolutionnaires les armes qu'ils emploient. Le lycéen imprégné de bas-marxisme parle d'« aliénation économique » ; répondons « aliénation politique ». Nous sommes d'autant plus à l'aise pour utiliser contre l'adversaire son propre langage que bien souvent celui-ci ne lui appartient pas et a été emprunté à la sociologie du XIX<sup>e</sup> siècle dont les fondateurs — Comte notamment — n'étaient guère révolutionnaires. Bien entendu, ceci ne doit pas nous dispenser, bien au contraire, d'imposer en même temps notre vocabulaire dans la foulée.

Un de nos autres atouts réside dans nos possibilités de démystifier l'enseignement contemporain en partant de ces réalités simples que sont le travestissement de l'histoire ou le voile jeté sur notre patrimoine littéraire ou philosophique. En même temps, nous pouvons gagner sur deux tableaux à la fois en dénonçant l'enseignant bureaucrate dispensateur de « connaissances » fantomatiques et de slogans orientés, et en montrant au corps professoral que la réhabilitation de leur fonction passe par la mort de l'idéologie démocratique. Conquête de l'intelligence et contrôle des structures lycéennes sont nos deux objectifs prioritaires. L'un et l'autre sont complémentaires et se construisent ensemble. Que l'un des deux éléments manque à notre combat, et c'est toute notre stratégie qui est remise en cause. Cette nécessaire cohésion implique

la constitution d'un noyau solide rompu au combat doctrinal et aux méthodes de contrôle. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, il ne faudra pas songer à gagner d'hypothétiques majorités, mais ceux qui seront susceptibles de réunir, de conquérir et de prendre en charge leur groupe social. Cette solution exige un choix dans ceux qui militent dans nos rangs. Il y aura certainement des « laissés pour compte » qui n'auront pas le courage ou la capacité d'accomplir un travail ingrat. Quant aux autres, ils constitueront les guides et les exemples du « pays réel » lycéen. C'est autour d'eux que se déclencheront les luttes et les chaînes de solidarité. Quelles seront les méthodes de ces luttes, sur quelles propositions de reconstruction de l'enseignement devront-elles déboucher, c'est ce que nous verrons dans un dernier article.

Francis BERTIN.

(1) Pour ne rien dire de l'enseignement scientifique, mosaïque bizarre de nouveaux programmes et de vieilles théories !

## Service librairie

### C. MAURRAS :

La Politique 1926-1927 ..... 15 F

Mes idées politiques ..... 20 F

### P. BECAT :

L'Anarchiste Proudhon ..... 12 F

### Maurice JALLUT :

Où va la République ..... 8 F

Proposition pour un Nouveau Régime ..... 5 F

### Havard de la MONTAGNE :

Histoire de l'A.F. ... 6 F

### A. MARTY :

L'A.F. par elle-même ..... 35 F

## Un livre de Pierre Boutang

# William Blake

Ces derniers mois nous auront apporté deux surprises, non pas « divines », au sens de Maurras, mais séduisantes pour l'esprit. Leur rapprochement ne plairait d'ailleurs qu'à moitié aux intéressés, mais tant pis... Il s'agit de la publication par Pierre Boutang de son *William Blake* (1), et par Sartre de son *Flaubert* (2). Il faudra quelque jour repenser de ce *Flaubert*, tenter de discerner ce qui en lui tourne à vide, reste « inutile et incertain », et ce qui éclaire d'une manière nouvelle notre chère *Education sentimentale* (entre autres...).

Mais restons à Blake, qui le mérite, ainsi que Pierre Boutang nous le montre comme cela ne nous avait jamais été montré.

L'intention première de Boutang était seulement d'interpréter quelques poèmes, dont « le phénomène l'avait saisi », et de transcrire une œuvre particulièrement méconnue en France, « *The Gates of Paradise* ». Le résultat est d'une toute autre dimension : Blake nous est restitué dans l'intégrité de sa vision et de sa tentative surhumaine de justifier la création : « Il faut innover le temps, retrouver la vraie vie, la vérité qui se cache. »

Œuvre colossale, pour laquelle Blake n'a pu faire moins que créer une nouvelle mythologie — au-delà des mythes — une véritable pédagogie de la vérité, aussi éloignée des morales closes de la décadence libérale que des cosmogonies frelatées de l'humanisme gnostique. « Si n'importe quel dévoilement, selon une *aufklärung* (3), une dialectique spinoziste, ou même — la prime bête noire de Blake — une religion naturelle, laissait intacte la difficulté avec laquelle le monde moderne joue à sautemouton : celle d'un événement originel, chute, faille, arrêt soudain d'une respiration dans l'éternel, ou dans ce qui participe de l'éternel, et de ce que nous pouvons entrevoir en lui ? » La faille dans la nature, l'incomplétude cosmique qu'évoquait un jour Maurice Blondel,

rejoignant par là la postface du *Chemin de Paradis*, est la présence centrale de la mythologie de Blake.

Il n'est pas question, dans ces quelques lignes, d'y entrer plus avant. Il faut y aller voir soi-même. Boutang y conduit, non sans difficultés : une main qui vous guide ne donne pas d'elle-même la lumière, ni ne rend les chemins plus carrossables. Il faut lui être reconnaissant de désigner la direction.

Donnons-lui une dernière fois la parole, lorsqu'il récapitule ce que Blake doit nous apparaître : « Blake n'est ni un grand penseur (...), ni un philosophe ; il est pour une part ce qu'il se veut, poète-voyant et signe de contradiction ; sur la contradiction et les contraires, il nous apprend moins que Jacob Boehme et Nicolas de Cuse, à peine plus que Hegel ; mais il faut le lire comme le poète et le philosophe "lisent" la nature blessée : il est une des rares additions à cette nature — addition, pas orchestration comme Hugo — et le phénomène en lui de perception brute de la blessure surnaturelle, avivant cette blessure, se dévoile jusque dans les boursofflures mythiques, les noms propres délirants des dieux et des entités sombres, où le divin bafouille ; il enregistre ce bégaiement du divin, si précieux depuis que les volcans spirituels sont devenus avarés de leurs éruptions. »

On excusera cette longue citation ; ce ne sera pas du temps perdu que de tenter de la retrouver au cœur même du livre de Boutang. Nous ne connaissons pas de plus belle présentation du « poète » William Blake.

Christian DELAROCHE.

(1) Ed. de l'Herne.

(2) Ed. Gallimard, 2 vol. parus.

(3) *Aufklärung* : civilisation « des lumières » illustrée notamment par les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## Les films de la semaine

On nous avait promis une rentrée cinématographique bien remplie, les distributeurs n'ont pas failli à leurs engagements. Dix-sept films d'exclusivité sont sortis depuis le début du mois de septembre, dont dix relèvent de la production nationale. Malheureusement, la qualité n'a pas suivi le rythme et l'originalité semble pour le moins oubliée. De ce lot médiocre où voisinent les thèmes les plus rebattus, seuls émergent deux films policiers français : « Sans mobile apparent », de Philippe Labro, se veut inspiré des œuvres du grand maître Alfred Hitchcock. Disons que si, selon une classification en vigueur, on mettait trois étoiles à « Vertigo » ou à « La mort aux trousses », « Sans mobile apparent » en recevrait deux. Après tout, pour un second film (1), c'est plus qu'honorable.

Pour sa part, « L'Albatros » n'est policier que

par raccroc. Entendons-nous bien, la police figure en bonne place, mais d'une façon inhabituelle. Elle est une des éléments du tableau peint par Jean-Pierre Mocky, ce révolté qui ne semble inféodé à aucun mouvement ou parti. Une solitude d'anarchiste pris entre la fatalité et le dégoût des combines politiques peut-elle mener à un autre aboutissement que la mort ? C'est le « message » que nous crie Marion Game dans la séquence finale : « Ils gagneront toujours. » « Ils », ce sont ces bourgeois avides de puissance qui ne reculent devant aucun moyen pour parvenir à leurs fins, dans le cas présent être élu même si pour y arriver il faut menacer son adversaire de dévoiler telle ou telle faute qu'il aura commise vingt ans auparavant. Si la sincérité de Mocky est réelle, « L'Albatros » est un film courageux et presque satisfaisant. On peut seulement lui reprocher

des dialogues inégaux et quelque peu forcés. La critique d'une société démocratique est évidemment sympathique, surtout lorsqu'elle est faite avec des éléments solides. Et ce n'est pas parce que Jean-Pierre Mocky ne fait pas partie de notre famille d'esprit que sa démonstration en a moins de valeur.

### SÉLECTION

Pour les amateurs des Rolling Stones :

GIMME SHELTER, tourné en 1969 pendant le « rassemblement » d'Altamont en Californie. Le meilleur film de l'été :

OUTBACK, de Ted Kotcheff, avec Donald Pleasance.

Et toujours :

VALDEZ, d'Edwin Sherin, avec Burt Lancaster, Dominique PAOLI.

(1) Après « Tout peut arriver ».

# Vietnam : une élection inutile

Les élections présidentielles du 3 octobre au Sud-Vietnam consolideront-elles le pouvoir ou contribueront-elles à l'affaiblir ? Si l'on en juge par les réactions de ceux qui font « l'opinion internationale », la première éventualité est aussi redoutée que la seconde est ardemment désirée. A vrai dire, l'attention de ces observateurs « impartiaux » se porte plus sur l'agitation du petit monde politique de Saigon que sur la situation réelle du pays.

## LA VIE POLITIQUE SAIGONNAISE : CHINOISERIES DE BONZES ET DE GÉNÉRAUX

Depuis plusieurs années, les chroniqueurs s'attachent à démontrer la fragilité ou la non-représentativité du gouvernement de Saigon. A l'appui de cette thèse, ils invoquent les soubresauts politiques qui ont secoué le Sud-Vietnam depuis le mois de novembre 1963, date de la chute du régime Diem. Malgré les graves défauts de celui-ci, la situation militaire et politique s'étaient maintenues à un niveau suffisant pour empêcher une prise de pouvoir par le F.N.L. Après le coup d'Etat militaire de novembre 1963, la dégradation politique s'accrut, déclenchant une huitaine de coups d'Etat, réussis ou manqués. Le Vietnam revenait à la tradition féodale de lutte politique par la force. Les deux chefs du putsch militaire, les généraux Duong Van Minh et Tran Van Don se révélèrent être acquis au neutralisme. Le gouvernement français qui défendait à l'époque ces mêmes thèses dépêcha des « experts » pour contacter le général Minh. Au début de l'année 1964, un groupe d'officiers placé sous le commandement du général Nguyen Khanh déclencha un nouveau coup d'Etat afin d'enrayer l'évolution vers une solution neutraliste. En août 1964, le général Minh dut abandonner le poste de chef de l'Etat qu'il avait conservé à la suite d'un accord. L'agitation d'un petit groupe de bouddhistes, dirigé par le bonze Trich Tri Quang, amena des incidents avec la population catholique accusée de nostalgie à l'égard du régime Diem. Les interventions de l'ambassadeur américain à Saigon, Maxwell Taylor, empêchèrent le général Khanh de réagir efficacement. Cette attitude rappelait celle de son prédécesseur, Cabot Lodge, sabotant la politique menée par Diem. Le 25 août, le général Khan abandonna ses fonctions et se retira dans son fief de Dalat.

Deux jours plus tard, après des troubles qui accentuèrent la décomposition politique, Khanh revint au pouvoir, flanqué de deux généraux Minh, le neutraliste, et Tran Van Khiem, anti-communiste déterminé. A la suite des pressions du groupe neutraliste, le général Lam Van Phat, ministre de l'Intérieur, dut démissionner. En septembre 1964, il tenta un nouveau coup d'Etat qui fut déjoué par le général Nguyen Cao Ky, alors commandant de l'Armée de l'Air et le général Thi, commandant du front Nord. Et la ronde des coups d'Etat continue. En octobre, le général Khiem fut écarté du triumvirat et nommé ambassadeur à Washington. A la fin du même mois, Khanh dut partir pour la deuxième fois du pouvoir tandis que se constituait un gouvernement civil placé sous la direction de

Tran Van Huong, ancien maire de Saigon. L'agitation entretenue par les groupes « libéraux » continua sans désespérer.

Mais une nouvelle force politique se constituait, celle des « jeunes Turcs » de l'armée conduits par les généraux Nguyen Van Thieu et Nguyen Cao Ky. Thieu n'était pas un inconnu dans la politique sud-vietnamienne. En 1960, commandant des blindés, il était l'un de ceux qui firent échouer une tentative de coup d'Etat contre le président Diem. Au début de l'année 1965, les « jeunes Turcs » arrêtaient tous les membres du Haut Conseil National et formèrent un comité composé d'eux-mêmes et du général Khanh qui accédait ainsi au pouvoir pour la troisième fois en un an... En février, un autre militaire anti-communiste, le colonel Thao, tenta un nouveau coup de force qui fut écrasé par les « jeunes Turcs », lesquels, profitant de l'occasion, exclurent le général Khanh du Comité militaire et le nommèrent « ambassadeur itinérant ». A la fin de juin 1965, le Comité militaire se débarrassa du gouvernement civil du Dr Pham Huy Quat, qui leur servait de paravent, et prit le pouvoir sans intermédiaire. Le général Thieu devint chef de l'Etat, et le général Ky, Premier ministre.

Quant aux partis traditionnels, uniquement formés d'intellectuels et de fonctionnaires, ils étaient sans grande influence sur le déroulement des événements. De nombreux catholiques et anciens cadres du régime diémiste s'étaient regroupés dans le parti Canh Lao. Le Viet-nam Quoc Dan Dang, version vietnamienne du kuomintang de Tchong-Kai-Chek, était partagé en factions rivales tout comme les sectes caodaïstes ou hoa hao. Les bouddhistes s'étaient scindés en deux associations hostiles, l'une — hostile au régime — conduite par le bonze Quang et l'autre adoptant une attitude de neutralité bienveillante prônée par le bonze Chau. Depuis la chute de Diem, les catholiques étaient tenus en suspicion. Le coup d'Etat de juin 1965, en portant deux catholiques à la tête du pays, avait réintégré la communauté catholique dans la vie du pays.

Pendant que les anticommunistes se déchiraient, le Viet-Cong contrôlait les deux tiers du pays malgré la présence de 300.000 soldats américains.

## LE RÈGNE DE THIEU

Le coup de force de 1965 ne mettait pas fin à la crise politique. Il était de notoriété publique que les généraux Thieu et Ky ne s'entendaient guère. Et les deux généraux avaient chacun leurs partisans parmi le corps des officiers. Le général Ky comptait surtout des appuis parmi les officiers catholiques et « nordistes » comme lui. De nombreux officiers des « corps d'élite » l'appuyaient sans réserve, tels le général Ngoc Loan, chef de la Sécurité et le général Khang, commandant les « marines ». Aux élections présidentielles de 1967, les deux généraux auraient voulu se présenter sur des listes distinctes. L'intervention d'une vingtaine d'officiers supérieurs obligea les deux rivaux à se présenter sur une liste unique. Le général Thieu se garda bien de laisser le pouvoir à son vice-président qu'il

cantonna dans les rôles honorifiques. En même temps, il tentait une reprise en main du corps des officiers. Pendant l'attaque du Tet, les officiers partisans de Ky furent éliminés. Le général Loan fut grièvement blessé par un groupe de Viet-Cong, un groupe d'officiers de parachutistes et de « rangers » fut atteint « par hasard » par un rocket américain qui tua ou blessa dix-huit officiers. Le colonel Cua, maire de Saigon, fut limogé pour mauvaise conduite.

Désormais Thieu avait le champ libre. Ky fut envoyé à Paris comme « chef de la délégation aux pourparlers de paix » chargé de superviser les négociations. Au bout de quelques semaines, il rentra à Saigon. Dès cette époque, il mit en sommeil son slogan « la marche vers le Nord » et proposa de se rendre à Hanoï pour y rencontrer Ho-Chi-Minh. La proposition n'eut aucune réponse. On assistait également à une évolution du monde politique de Saigon. Un des leaders des réfugiés du Nord, le père Hoang Quin, tenta un « regroupement confessionnel formé de catholiques, de bouddhistes et de représentants des sectes ; ce regroupement devait chercher à promouvoir une solution négociée. Plusieurs associations catholiques progressistes avaient d'ailleurs vu le jour. La plupart naquirent après un séjour à Saigon de Mgr Casaroli, diplomate-itinérant du Vatican. A la même époque, le F.N.L. faisait une grande propagande autour d'une « Alliance démocratique », créée par lui, et qui comprenait de nombreux représentants catholiques et bouddhistes. Quant au courant neutraliste, il réapparut sous la conduite des généraux Minh et Don, renversés par Khanh en 1964.

Pendant ce temps, Thieu se constituait une couche d'appuis importants : officiers, fonctionnaires, majorité à la Chambre des députés, chefs de province, cadres du « développement révolutionnaire » chargés de la pacification, etc. Le président avait même obtenu la neutralité bienveillante de la puissante C.G.T. vietnamienne.

Fort de ces appuis, il pouvait accueillir la déclaration de guerre de son vice-président qui, de faucon partisan de la guerre à outrance, devint colombe éprise de négociations et de neutralisme. On vit le général Ky s'aboucher avec les partisans du général Minh et les bonzes de la pagode An Quang. Le vice-président envoya même son assistant Dang Thuc Khoi à Washington pour engager le président Nixon à abandonner le président Thieu coupable de visées dictatoriales. Tout ce jeu électoral ne contribue guère à renforcer le prestige du gouvernement de Saigon. Les U.S.A. souhaitent une « vietnamisation » débouchant sur l'instauration d'un régime viable par lui-même. Ceci est contradictoire avec les interventions peu discrètes de l'ambassadeur américain. Ceci est surtout incompatible avec le maintien du pouvoir de la classe politique véreuse des généraux corrompus et des bonzes politiciens. Comme toujours, la démocratie libérale, par sa faiblesse et son incohérence, se montre le meilleur fourrier du communisme.

**Axel ALBERG.**



# N A F - T E L E X

● **MUTINERIE DE DETENUS A CLAIRVAUX.** — Venant quelques jours après le massacre d'Attica aux Etats-Unis, elle en est peut-être une conséquence : la radio existe aussi dans les prisons. La violence est contagieuse. Le tout a été aggravé par la pénurie de personnel pénitentiaire en France, et ses conditions de travail délirantes. Perpignan, Clairvaux... il y a quelque chose de pourri au royaume des matons. Question subsidiaire : est-il exact que l'avocat d'un des deux mutins qui avait proposé de s'entre-mettre a été éconduit et que l'on a préféré... le Procureur de la République pour cette tâche ? Bilan : deux otages égorgés, mais Pleven se porte bien, Dieu merci ! Il songe même à suivre des cours du soir de psychologie.

● **MINUTE RECLAME A POMPIDOU** des élections anticipées pour résoudre la crise de la Société. Pourquoi faire ? Installer les sortants pour cinq nouvelles années ? (cas le plus probable). Mettre en selle Mitterrand par accident ? Curieuse façon de « mettre fin au foutoir ». On est toujours aussi pince-sans-rire avenue Marceau.

● **LE BUREAU DU PARTI RADICAL** a souligné que « la totalité du montant de l'impôt sur le revenu en France pour l'année prochaine représente les dépenses militaires ». J.-J. S.-S. n'en est pas à une pétarade de démagogue près. Il a eu, il est vrai, dans ce style, maints prédécesseurs, notamment au Sénat avant 1914 et sous le gouvernement de Front Popu. On connaît le montant total de la note de ces économies ruineuses. Deux guerres mondiales, ça nous suffit !

● **LE PRESIDENT MAO**, malgré la « toute-puissance de sa pensée » sur toutes les activités de la Chine, aurait, selon certaines nouvelles, perdu tout pouvoir réel au profit des maréchaux et du clan Chou En Lai. Cette situation confirme les difficultés intérieures du régime de Pékin. Nous y reviendrons au cours des semaines à venir. Mais qu'en pensent les plumitifs du genre de M. Robert Guillaud qui exalte à longueur de colonnes du *Monde*, la stabilité du régime chinois et le caractère inéluctable de la révolution culturelle ?

● **UN HAUT-FONCTIONNAIRE DU K.G.B** (police secrète soviétique), est passé à l'Ouest, faisant des révélations qui ont entraîné l'expulsion de 105 diplomates soviétiques en poste en Grande-Bretagne. Ces révélations faites par cet agent, coïncident avec les déclarations du général Segna, Tchécoslovaque réfugié aux U.S.A., qui a révélé un fantastique plan de conquête militaire et de subversion politique mis au point par l'U.R.S.S. Comme le disait Pierre Debray : « L'U.R.S.S. n'a jamais été aussi dangereuse pour la paix du monde. »

● **M. BREJNEV** est venu apporter sa caution à l'hérétique Tito. Ne serait-il pas plutôt venu pour s'intéresser à la succession du vieux maréchal ? Les soviétiques savent qu'après la mort de l'actuel chef de l'Etat, la Yougoslavie risque de voler en éclats. La position est bonne à reprendre.

## RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

### LYCEENS

Les responsables lycéens sont priés de se mettre en rapport le plus vite possible avec Francis Bertin et les membres du collectif de l'U.N. L.A.C., afin de recevoir les consignes pour la rentrée.

### PARIS-ETUDIANT

Permanence tous les jours de 15 heures à 19 heures, au siège du journal, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1<sup>er</sup> (4<sup>e</sup> étage).

### PARIS NORD-EST

Permanence chaque mardi de 21 heures à 22 heures, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).

### PARIS XV<sup>e</sup>

Permanence tous les vendredis, 21 heures, Café des Sports, rue Alain-Chartier (métro Convention).

### PARIS XVII<sup>e</sup> - VIII<sup>e</sup>

Permanence tous les mardis à la brasserie « Royal-Monceau » (métro Villiers) à 17 heures.

### RUEIL - NANTERRE SURESNES

Permanence tous les mercredis de 20 h 30 à 21 h 30, 8, rue des Godardes à Rueil.

### BORDEAUX

Pour tous renseignements, écrire à :

J.-J. BOISSEROLLE

B.P. 37

33 - BORDEAUX 01

Permanence : jeudi de 17 h 30 à 18 h 30.

Cercle : jeudi de 21 heures à 22 h 30.

Salon du Café Français,  
place Pey-Berland.

### TOULON

Reprise des activités et organisation des cercles d'études. Prendre contact avec F. O'Driscoll, La Caravelle, route de Pierreplane, 83 - Bandol.

### TOURS

Pour tous renseignements, écrire :

N.A.F.

B.P. 49

37 - Tours - Rives du Cher

### ALLUMETTES

« ACTION FRANÇAISE »

Des pochettes d'allumettes publicitaires avec l'inscription « Action Française » sont disponibles.

Commandes à adresser à l'U.R.D.S., 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

## Cartes et Cotisations

### ADHESIONS

Les cartes d'adhésion sont disponibles. Vous pouvez vous inscrire soit par l'intermédiaire de votre responsable de section, soit en nous écrivant.

Cotisations mensuelles : 2 % du salaire avec un minimum de 5 F.

### ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

— Nouvelle Action Française : Paris 642-31.

— A.F. Université : Paris 1918-59.

— Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.

## Raminagrobis et les vieux crabes

Lorsque ces lignes paraîtront, un tiers de la « Haute Assemblée » aura été renouvelé. La campagne électorale n'a guère passionné le pays, ce d'autant plus que ce genre d'élection se caractérise le plus souvent par la reconduction des sortants. Elle aura cependant été l'occasion pour certains de débiter de joyeuses insanités.

### CONSEIL DES SAGES OU ASSEMBLÉE PODAGRE ?

Entre autres, un incertain Tanguy Kenec'hdu, ancien préfet, ancien tixiériste, a rédigé dans "Le Monde" du 15 septembre une « Tribune libre » dans laquelle il reprend, sur le ton inspiré de Jocrisse à Patmos qui lui est propre, tous les mythes de la droite concernant le Sénat. Sous prétexte que les sénateurs sont désignés par des élus locaux et ont un mandat de neuf ans (le plus étendu des mandats électifs), il y voit une assemblée enracinée dans le réel, dégagée de la lutte des partis, soucieuse du bien commun. Ecoutez-le s'extasier : « L'élection par des notables aimés de leur suzerain (il faut entendre un notable dire "mes" maires), un mandat de longue durée qui protège contre les flambées passionnelles et assure, quoi qu'il arrive, une retraite confortable, autant de facteurs qui contribuent à tempérer l'atmosphère du Sénat. » Et pour terminer cette perle : « ... le Sénat va pouvoir, mieux que jamais, au frontispice de notre vie publique, figurer la Sagesse appuyée sur la Vigilance ».

L'ennui, c'est que cette belle image d'Epinal ne correspond guère à la réalité. En règle générale, les sénateurs sont avant tout d'anciens députés vieillissants sous le harnais qui, usés par le rythme trop trépidant de la vie à l'Assemblée nationale ou battus aux législatives par des concurrents plus dynamiques, vont se réfugier dans la deuxième Assemblée... à moins qu'ils ne soient des hiérarques de la classe politique devenus gênants pour leurs propres amis et que l'on envoie sommeiller au Luxembourg. D'ailleurs "Le Monde", un rien facétieux, dans le même numéro du 15 septembre, même page, dément Kenec'hdu en décrivant la situation électorale dans l'Ardèche où les deux sénateurs sortants sont de vieux routiers de la politique : Marcel Molle siège au Sénat depuis 1946, Ribeyre, ancien ministre, ancien député, battu aux législatives en 1958, est maintenant un honorable père conscript. L'Ardèche n'est pas un cas isolé. Le socialiste Nayrou, ancien député de la III<sup>e</sup> République, évincé en 1946 par son parti parce qu'il abaisait dangereusement le quotient intellectuel moyen du groupe S.F.I.O. (c'est tout dire !), est depuis cette date l'inamovible sénateur de l'Ariège. En Gironde, le sénateur Portmann, en place depuis la Libération, se représente à 83 ans. En bon Bordelais, il pense que prendre de la bouteille améliore la qualité du sujet. C'est en vertu de ce principe que ce

chirurgien renommé ne détela qu'à soixante-dix ans passés. Il reste quand même bon à faire un sénateur.

Comme le corps électoral sénatorial est moins marqué par la bi-polarisation de la vie politique entre gauche et majorité, qui domine chez les simples électeurs, et que de nombreux conseillers municipaux restent proches des formations de la droite, du centre et du centre gauche classique, l'encadrement des candidats par les partis est moins fort, les formations modérées ayant eu toujours des contours très flous. Ceci explique que les Indépendants puissent se permettre de présenter dans un même département plusieurs listes concurrentes comme dans l'Aveyron où le député Boscarry-Monservin s'apprête à changer d'Assemblée, que l'on puisse avoir comme en Gironde une liste socialistes - radicaux - indépendants opposée à la liste Portmann indépendante-radical composée des quatre sortants membres de l'opposition à Paris et... chabanistes à Bordeaux. (Ne pas confondre le Premier Ministre et le maire de la cité de Montaigne, ce qui, en arithmétique sénatoriale, serait désastreux.)

Il n'en reste pas moins qu'une fois élus, ces sénateurs, dont les pouvoirs sont simplement consultatifs, doivent se faire les clients d'une coterie politique pour le cas exceptionnel où ils ne le seraient pas déjà du fait de leur passé. Sinon, leur influence serait nulle. Résultat : ces soi-disant défenseurs des intérêts locaux, loin de constituer l'ébauche d'un pouvoir régional, sont de simples commissionnaires entre le pouvoir central et « leurs maires ». Ils sont conduits à flatter surtout la vanité de ces derniers, à rendre des petits services au jour le jour, mais de politique d'aménagement du territoire, ils n'en ont point. La campagne de Ribeyre dans l'Ardèche consiste à promettre d'intercéder auprès du Préfet pour la réparation du logement de l'instituteur dans une commune rurale, à faire de même pour un presbytère campagnard très délabré, à exalter dans des banquets la vocation sportive de l'Ardèche qui sera « le phare du sport boule en France », et à tapoter le menton des rosières. Ce n'est pas avec ça que l'on sortira le Vivarais du désert français !

### QUEL AVENIR POUR LE SÉNAT ?

Ce jeu dure depuis la création de la III<sup>e</sup> République. Il a failli être cassé cependant par le gaullisme. Le Général n'avait rien a priori contre le Sénat, mais il voulait en même temps instaurer un régime plébiscitaire et eut le tort aux yeux des sénateurs de vouloir transformer l'élection du Président par un collège de notables en élection au suffrage universel, au prix d'une modification de la Constitution qui court-circuitait le Parlement par le biais d'un référendum. Nos pères conscripts, qui ont l'esprit un peu lent, crurent qu'on voulait leur retirer leur sinécure et se réveillèrent. Le Président

Monnerville, se prenant pour un sénateur romain affrontant les Gaulois, tonna, tempêta, parla de forfaiture. De Gaulle, dépourvu d'humour, prit la mouche et se fâcha avec le Sénat. Un souffle épique digne de l'Illiade passa sur le Luxembourg. En fait, de 1962, date de la brouille, au référendum de 1969, l'affrontement s'enlisa dans un mélodrame-bouffe-bouderie. Del Duca aurait presque pu en tirer un roman-photo intitulé : « Le Général, Marianne, et la peine des sénateurs ». Mais De Gaulle, rancunier, n'avait pas oublié « l'affront » de Monnerville et en mettant au point son projet de régionalisation, décida par la même occasion de liquider le Sénat et de le remplacer par un Conseil à dominante socio-professionnelle où jeunes loups technocrates et bureaucrates syndicaux auraient remplacé les dormeurs du Luxembourg.

Cela lui fut fatal. Déjà en perte de vitesse, il acheva de signer sa défaite en se mettant à dos les notables traditionnels qui firent basculer dans l'opposition des voix précieuses.

L'habile matou qui occupe actuellement la place du Général s'est bien gardé de renouveler cette erreur. Il se dépêcha de se réconcilier avec le Sénat... et l'on peut même se demander s'il ne compte pas s'en servir comme paravent du renforcement de la centralisation.

En effet, chacun sait que Pompidou était hostile au projet gaullien de « régionalisation » dans la mesure où celui-ci créait des assemblées servant de caisses de résonance au mouvement régionaliste, même si elles étaient dépourvues de pouvoirs réels. Sa préférence va à des assemblées formées de délégués des conseils généraux dont la docilité et la sclérose sont bien connues. Pourquoi ne pas parachever cette œuvre en trompe-l'œil en faisant du Sénat, par un biais qui reste à définir, le chaperon et le Grand Conseil des assemblées régionales croupions. On aurait ainsi fait semblant de régionaliser, créé des assemblées de tout repos, perpétué le système des commissionnaires entre notables et Pouvoir, cependant que le corps préfectoral et les technocrates de l'aménagement du territoire s'occuperaient des affaires sérieuses. C'est-à-dire, comme semble le redouter lui-même l'actuel Délégué à l'Aménagement du Territoire, M. Monod, qu'ils laisseraient dépérir la société agricole et rurale, se désorganiser la vie urbaine sous l'effet d'une industrialisation non contrôlée, et accéléreraient la concentration de la population sur quelques « zones de polarisation » (Paris, Rhône-Alpes, Nord, Marseille, etc.).

Quand on voit comment le Pouvoir intervient peu dans les sénatoriales en cours et combien sont peu nombreux les candidats U.D.R. présentés contre les sortants, cette hypothèse devient d'autant plus crédible. Et une fois de plus, la démocratie s'apprête à pratiquer l'escroquerie à la décentralisation.

**Arnaud FABRE.**